

Face à la crise: action directe en Islande

Depuis le début de l'hiver, l'Islande fait face à la crise économique. Les trois grandes banques ont été nationalisées, faisant peser leurs dettes sur les épaules de la population. Les gens ont perdu l'épargne de toute une vie, les prêts ont augmenté et atteignent des taux considérables (et pourtant ils étaient déjà très élevés). Chaque jour du mois de novembre, 200 personnes ont perdu leur emploi et de plus en plus de gens sont confrontés à la menace de perdre leur logement.

Les gens se révoltent, certains d'entre eux souhaitent revenir à la "bonne vieille" prospérité, tandis que d'autres, espérons la majorité, se rendent compte du coût réel du capitalisme. De plus en plus de gens se dressent contre la corruption et exigent une nouvelle forme de société - la société de la justice. Mais chaque jour, le gouvernement prouve que son objectif principal est de sauver son cul et ceux de leurs amis. Un prêt du Fond Monétaire International (FMI) a été accordé, probablement par intérêt pour lui : privatisation des systèmes sociaux comme la santé ou l'éducation et destruction écologique de l'Islande pour son profit.

Manifestations hebdomadaires

Depuis plus de 2 mois les gens se réunissent chaque semaine dans un parc en face du parlement. Les premières protestations exigeaient que le gouvernement "brise le silence" concernant la situation actuelle. Les gens en avaient assez qu'on ne leur dise pas ce qui se passe et se demandaient ce que le gouvernement comptait faire à ce sujet.

Mais très vite les gens ont réalisé qu'il ne suffisait pas de demander au gouvernement de prendre la parole, alors les protestations ont pris une tournure plus radicale. Elles demandaient la démission du gouvernement et de nouvelles élections dès que possible. Le gouvernement a complètement ignoré ces exigences et la tension est montée d'un cran.

Les anarchistes et autres radicaux de gauche sont venus à la plupart des protestations, mais pas pour protester contre la situation économique, pas pour demander au gouvernement des solutions, pas pour demander de nouvelles élections, pas pour demander à un membre du gouvernement, du Parlement ou de toute autre institution officielle de faire quelque chose pour « résoudre » la crise à laquelle nous sommes actuellement confrontés, mais pour diffuser les idées anarchistes et anti-capitalistes dans la population, analyser les problèmes de l'autorité et du capitalisme ainsi qu'encourager la population islandaise à prendre des mesures directes contre les forces de corruption.

Des drapeaux de banque en feu et la "pendaison" d'un capitaliste

Au cours d'une protestation devant le bureau du Premier ministre à la fin octobre, les drapeaux de deux banques islandaises ont été brûlés. Un groupe d'anarchistes, probablement le plus grand de l'histoire islandaise à ce jour, criait des slogans anarchistes, en soulignant le capitalisme comme le véritable problème. Jusque-là, le capitalisme semblait être un mot interdit parmi les manifestants. Les drapeaux en feu ont attiré l'intérêt des médias étrangers, par exemple CNN qui a montré l'évènement plusieurs fois dans la journée et la soirée. Un évènement comme celui-ci n'avait pas eu lieu en Islande depuis longtemps.

Une semaine plus tard, une grande manifestation a défilé à travers le centre de Reykjavík, exigeant la démission du gouvernement. Les anarchistes, qui sont toujours plus nombreux et plus forts chaque semaine, se sont joints à la marche avec des banderoles, des drapeaux noirs, des tracts sur l'action directe et des slogans anarchistes. Alors que d'autres manifestants scandaient "dehors le gouvernement", les anarchistes criaient "plus jamais de gouvernement !"

Lorsque la manifestation est arrivée dans le parc et que les discours hebdomadaires ont commencé, un groupe de personnes a escaladé un grand portique et pendu le mannequin d'un capitaliste. Là encore, les médias étrangers ont filmé la performance et l'ont diffusée dans le monde entier.

A quelques mètres du parc où ont eu lieu les protestations, un groupe « Food Not Bomb » distribuait de la nourriture tous les samedis depuis le 8 ou le 9 du mois. Food Not Bomb a eu, c'est sûr, une influence sur les manifestations des Islandais, qui sont de plus en plus curieux et intéressés par des solutions alternatives aux problèmes du capitalisme.

Le gouvernement est un sale porc bon marché !

Au cours d'une protestation, le samedi 8 novembre, un anarchiste est monté sur le toit du parlement, où il a accroché le drapeau de Bónus, le supermarché le moins cher de l'Islande. Le message était clair car le drapeau est jaune avec un cochon rose dessus : "Le gouvernement est sale porc bon marché !" et contrairement à l'habitude des manifestants islandais, les gens ont célébré cet acte et ont chanté "le gouvernement est un sale porc bon marché !"

Une centaine de manifestants ont entouré le parlement pour aider l'anarchiste à échapper à la police, qui en avait déjà arrêté un autre. Après un peu de lutte avec la police, les gens ont réussi à aider l'homme-au-drapeau (nom sous lequel il devenu connu par la suite) à descendre du toit et à éviter son arrestation plus d'une fois. On pouvait sentir un changement dans l'air.

Arrestation illégale

Moins d'une semaine plus tard, un vendredi soir, la police a arrêté l'homme-au-drapeau. Il était en visite d'étude au Parlement, organisée par son université, lorsque certains personnels du Parlement l'ont reconnu et appelé les porcs.

L'homme avait été arrêté deux ans plus tôt, pour une action écologiste, la campagne d'action directe Sauvons l'Islande, pour protester contre la construction d'un grand barrage, Kárahnjúkavirkjun, dans l'est des highlands. Pour cette action, il avait obtenu une condamnation et une amende, mais a refusé de payer l'amende et a insisté pour faire 18 jours de prison. Mais quatre jours après le début de son incarcération, il a été « jetés dehors » en raison du manque de place dans la prison.

Maintenant, la police déclare que l'homme devrait effectué les 14 jours restant de sa peine. Le fait est qu'il n'est pas autorisé de scinder une peine de cette manière, et l'homme est censé recevoir une notification au sujet de la fin de sa peine avec un préavis de moins de 3 semaines. Cela n'a pas été fait dans son cas.

La population déclara que la police avait fait cela spécialement dans le but d'écartier un militant susceptible de prendre part activement à la prochaine manifestation hebdomadaire. Ainsi, le lendemain, au cours de la protestation qui a réuni 10.000 personnes, une autre manifestation a été annoncée, cette fois en face du commissariat de police, un peu plus tard ce jour-là.

Émeutes au commissariat de police

500 personnes sont venues au commissariat et ont exigé que l'homme soit libéré. Au bout d'un moment puisqu'aucun signe de libération n'émanait de la police, la tension est montée et des gens ont commencé à briser les fenêtres du commissariat. A la fin la porte du commissariat a été enfoncée. Un groupe de personnes est entré et a été accueilli avec des gaz lacrymogènes, sans même en avoir été averti.

La tension est encore montée d'un cran lorsque de la peinture rouge et des œufs ont été projetés sur le bâtiment et sur la brigade anti-émeute qui le protégeait. Beaucoup de personnes ont été gazées, y compris la mère de l'homme-au-drapeau et des gamins de moins de 16 ans. Finalement, l'homme-au-drapeau a pu sortir de la prison grâce à une personne anonyme. Libéré, il a été acclamé comme un héros. Il a remercié la population pour son soutien, mais a encouragé les gens à utiliser leur énergie pour autre chose : une révolution !

Invasion de la Banque Centrale

Une semaine après les émeutes au commissariat, la manifestation hebdomadaire a été un peu plus calme. Les gens espéraient que quelque chose de grand se passerait le lundi suivant 1er décembre, jour d'indépendance de l'Islande.

D'habitude le 1er décembre est un jour non payé, mais deux ans auparavant le mouvement ouvrier réclama son dû. Ce 1er décembre les gens étaient encouragés à ne pas payer leurs factures, à ne pas se rendre au travail et à venir assister à un grand meeting sur une grande colline proche des locaux du gouvernement et de la Banque Centrale. Peu de discours ont été prononcés, la plupart avec des conneries nationalistes auxquels les radicaux ont répondu avec un slogan : "Non au nationalisme - Solidarité internationale !"

Après que le meeting soit officiellement terminé, le bruit courrait qu'une action plus radicale allait avoir lieu. Soudain, un grand groupe de personnes s'est dirigé vers la Banque Centrale et s'est introduit par l'entrée

principale.

L'entrée était bondée de gens criant et exigeant que Davíð Oddsson, le président de la Banque Centrale, et ancien premier ministre, démissionne. Peu de policiers gardaient la deuxième entrée, mais les gens criaient en leur demandant quel était leur camp, en leur disant de se joindre à eux, et de les laisser entrer. Tout à coup, la police a cédé, les gens ont applaudi et sont entrés.

Encore des gaz lacrymogènes ?

La deuxième entrée était aussi bondée que la première, mais derrière les grandes portes en verre la brigade anti-émeute formait une chaîne d'environ 30 porcs, armés de boucliers, de matraques et de gaz lacrymogènes. Encore une fois, au lieu de dialoguer, les porcs ont commencé à agiter leurs aérosols, menaçant de les utiliser si les gens ne quittaient pas les lieux.

Les gens se mirent à frapper les portes, hurlant des slogans contre la Banque Centrale et la police. Après une série de menaces à la bombe lacrymogène, les gens ont décidé de s'asseoir paisiblement et ne pas se lever jusqu'à ce que Davíð Oddsson démissionne. L'action a duré plusieurs heures avec des pics de tension lorsque les gens se mettaient debout, levant les mains pour montrer qu'ils n'étaient pas armés et défiaient la police de partir, d'ouvrir les portes et de les laisser aller chercher Oddsson.

Quand il devint clair qu'Oddsson avait déjà quitté le bâtiment, les manifestants firent une proposition à la police : la brigade anti-émeute quitte les lieux et ensuite seulement ils partiraient. Environ 30 secondes plus tard, les porcs tournèrent les talons et les gens ont applaudi leur propre victoire.

Dans le parlement

Une semaine plus tard, lundi 8 décembre, trente personnes sont allées au parlement islandais, où le balcon est public et où l'on peut donc légalement s'asseoir, regarder et écouter ce qui s'y passe. Le groupe a déclaré que le parlement ne servait plus leur l'objectif, que le gouvernement devait démissionner immédiatement, et que les autres députés devaient utiliser leur temps pour quelque chose de plus constructif.

Seules deux personnes ont réussi à atteindre le balcon pour crier aux députés et aux ministres de quitter le bâtiment. Très vite, elles ont été brutalement attrapées par un agent de police, tandis que le reste du groupe resta coincé dans un escalier à l'intérieur du bâtiment. La session parlementaire a été retardée et tous les députés quittèrent la chambre.

Pendant ce temps, les manifestants ont été brutalisés par les agents de sécurité et la police, qui arrêtaient finalement 7 personnes, la plupart d'entre elles pour cambriolage. Mais, comme dit auparavant, le public est autorisé à pénétrer sur le balcon du Parlement.

Une réunion gouvernementale retardée par une chaîne humaine

Le lendemain matin, 30 personnes se sont rassemblées devant le bureau du Premier ministre où était censé avoir lieu une réunion gouvernementale. Les gens ont formé une chaîne humaine faisant le blocus des deux entrées du bâtiment. Quand les ministres ont commencé à se montrer, la police était déjà là et ont commencé à tenter de briser la chaîne. Les gens ont résisté avec détermination et le groupe a lu une déclaration.

Celle-ci dit que le but de l'action était de "d'éviter l'entrée des ministres dans le bâtiment et ainsi d'empêcher de nouveaux abus de pouvoir. L'Argent a pris le contrôle sur les droits de la population ; les autorités et leurs cliques ont manipulé les finances pour leurs propres intérêts. Cette manipulation n'a pas entraîné une société juste, un monde juste. Le temps de l'action est venu, car une société juste est non seulement possible, mais il est de notre devoir de lutter pour elle."

Avec l'aide de la police, tous les ministres sont entrés, mais ils ont entendu la déclaration et étaient pressés par les médias. Ils n'étaient pas prêts pour leurs questions et s'y prenaient mal pour y répondre. La réunion gouvernementale a été retardée en raison de ces actions.

Deux personnes ont été arrêtées, l'une pour avoir dépassé une ligne de démarcation de la police et l'autre pour s'être assise devant la voiture de police qui était sur le point de conduire le premier arrêté au commissariat. Beaucoup plus de gens s'assirent sur la rue et il a fallu à la police un moment pour sortir de celle-ci. Ce n'est que lorsqu'un officier de police a donné l'ordre au conducteur de "foncer", que celui-ci s'exécuta et roula quasiment

sur deux personnes.

L'un des plus grands journaux d'Islande, DV, a signalé le comportement brutal de la police. Le journaliste et le photographe ont tous deux été attaqués par la police pour cet article, ainsi que la remarque sur un policier frappant un manifestant au visage, alors qu'il réside dans la rue. La plupart des autres médias n'ont pas osé rapporter ce comportement brutal.

Un site Web de la gauche, Smugan, a publié au sujet d'un officier de police interrogé par les manifestants s'il aurait protégé Hitler. Sa réponse a été simple: "Oui, si tel avait été de mon devoir".

Plus d'actions ont été annoncées et il sera intéressant de voir ce qu'il advient.

Plus de photos de protestations en Islande peuvent être trouvées en cliquant ici:

<http://www.flickr.com/groups/nyirtimarprotests/pool/>

Traduit de l'anglais par AnarSonore:

AFTAKA: DIRECT ACTION IN ICELAND

<http://aftaka.org/2008/12/12/direct-action-in-iceland/>

<http://anarsonore.free.fr/>